



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 10 – 27 mai au 7 juillet 2022

Sommaire

Fait marquant

- Mise à jour de la *UK Digital Strategy*, boussole de l'action gouvernementale à court/moyen-terme

Economie numérique et régulation

- Le gouvernement souhaite contraindre juridiquement les plate-formes de publication de contenus et les moteurs de recherche à lutter pro-activement contre la désinformation d'« Etats malveillants »
- Le Royaume-Uni annonce l'entrée en vigueur du *Digital Economic Agreement* signé avec Singapour
- Signature d'une lettre d'intention sur la coopération numérique entre le Royaume-Uni et la Thaïlande
- *Meta* perd son procès en appel contre l'autorité de concurrence britannique dans l'acquisition de *Giphy*
- Le retard de mise en place de la *Digital Market Unit* inquiète l'ancien directeur général de l'autorité de concurrence britannique, mais sa remplaçante annonce qu'elle n'attendra pas pour agir
- Questionnements sur la capacité du ministère en charge du numérique à mettre en œuvre les ambitions du gouvernement

Télécommunications et réseaux

- Pour l'instant, le Royaume-Uni ne compte pas s'aligner sur la future réglementation européenne généralisant le chargeur universel
- Le gouvernement et les opérateurs téléphoniques britanniques s'accordent pour soutenir le pouvoir d'achat face à l'inflation

Données et intelligence artificielle

- Le Royaume-Uni et la Corée du Sud signent un premier accord de principe sur l'adéquation du niveau de protection des données personnelles offert par leurs cadres réglementaires

- Le gouvernement publie sa réponse à la consultation « *Data : a new direction* »
- Le gouvernement publie sa réponse à la consultation « *Artificial Intelligence and Intellectual Property : copyright and patents* »

Cyber-sécurité

- Les réseaux sociaux de l'armée britannique ont été visés par une cyber-attaque
- Le gouvernement a publié un appel à contributions sur la nécessité d'un renforcement de la protection des utilisateurs d'*app-stores*
- Lancement par le gouvernement d'un fonds de 15 M£ destiné à soutenir les pays du *Commonwealth* face à la croissance des cyber-attaques

Ecosystème tech

- L'investissement en capital-risque dans les start-ups britanniques atteint des niveaux records au Q1 2022
- Rapport : [The Global Startup Ecosystem Report 2022, Startup Genome, juin 2022](#)

Fait marquant : Mise à jour de la *UK Digital Strategy*, boussole de l'action gouvernementale à court/moyen-terme

Le 13 juin, le gouvernement a dévoilé la mise à jour de sa [UK Digital Strategy](#) - publiée pour la première fois en [2017](#). Ce document analyse les principaux défis du secteur numérique britannique et présente les mesures déployées par le gouvernement pour atteindre le rang de « superpuissance numérique mondiale », autour de six points clés :

- Le renforcement des fondements de l'économie numérique britannique, à travers un régime réglementaire à la fois favorable à la croissance des entreprises et protecteur des citoyens. Le gouvernement entend ainsi tirer profit des avantages compétitifs réglementaires permis par le Brexit, dans des secteurs tels que l'intelligence artificielle, les données et la régulation de la concurrence.
- L'investissement dans la recherche et développement (R&D) afin de stimuler l'innovation, notamment dans l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs et l'informatique quantique. Le gouvernement souhaite notamment renforcer les incitations fiscales pour stimuler l'investissement privé.
- Le renforcement des compétences numériques et le développement des talents de demain ; le gouvernement mise pour cela sur le [Digital Skills Council](#) – enceinte de dialogue entre le gouvernement et l'industrie – et le [High Potential Individual \(HPI\) visa](#) destiné à attirer les talents internationaux.
- Inciter les investisseurs britanniques à soutenir l'écosystème numérique local et à se tourner davantage vers des investissements à long terme.

- Inciter les entreprises de tous les territoires à adopter les dernières technologies et tirer profit des retombées positives des technologies numériques. La [réforme](#) de la législation britannique sur les marchés publics permettra aux organismes publics, y compris le *NHS*, de bénéficier d'un régime plus souple pour se tourner vers des solutions technologiques innovantes.
- Le renforcement de la place du Royaume-Uni sur la scène internationale, avec l'introduction d'un chapitre numérique dans les accords de libre-échange incluant des clauses sur l'absence de droits de douane pour le commerce numérique, le transfert de données, la protection de la propriété intellectuelle et du code source.

Cette stratégie pourrait, selon le gouvernement, permettre d'accroître la valeur ajoutée brute annuelle (VAB) du secteur numérique britannique de 41,5 Md£ d'ici 2025 et de créer 678 000 emplois supplémentaires. Si les acteurs du secteur considèrent cette mise à jour comme bienvenue, [certains déplorent](#) cependant l'absence d'ambitions à plus long terme.

🌐 Economie numérique et régulation

1 Le gouvernement souhaite contraindre juridiquement les plate-formes de publication de contenus et les moteurs de recherche à lutter pro-activement contre la désinformation d'« Etats malveillants »

Le gouvernement a [annoncé](#) son intention d'introduire une nouvelle infraction « d'ingérence étrangère » dans l'*Online Safety Bill*. Cette infraction viserait à lutter contre la désinformation sponsorisée par un Etat ayant des intentions d'ingérence dans les affaires du Royaume-Uni. Les entreprises concernées devraient ainsi se livrer à une évaluation des risques et développer des processus destinés à limiter l'exposition des utilisateurs. L'*Ofcom* (autorité britannique de régulation des communications audiovisuelle et numérique) serait responsable de la publication de codes de conduite et pourrait - en cas de non-respect de ces codes - infliger des amendes pouvant atteindre 10% du chiffre d'affaires annuel mondial et bloquer les sites non conformes. Les amendements au *National Security Bill* et à l'*Online Safety Bill* (tous deux en discussion à la Chambre des Communes) nécessaires à l'adoption de ces nouvelles mesures devraient être discutés dans les semaines à venir, ce calendrier pourrait néanmoins être remis en cause compte tenu de la situation politique au Royaume-Uni.

2 Le Royaume-Uni annonce l'entrée en vigueur du *Digital Economic Agreement* signé avec Singapour

Ce [Digital Economic Agreement](#), [signé en février 2022](#) est [entré en vigueur le 14 juin](#). L'accord prévoit la libre-circulation des données, et comporte des engagements de coopération entre les deux pays en termes de propriété intellectuelle, ainsi qu'un partenariat en matière de cybersécurité. Il devrait ainsi assurer aux fournisseurs de services britanniques un accès « facile, fiable et rapide » au marché singapourien.

3 Signature d'une lettre d'intention sur la coopération numérique entre le Royaume-Uni et la Thaïlande

Le premier [Joint Economic and Trade Committee](#) entre les deux pays s'est tenu le 24 juin entre la ministre britannique du commerce extérieur, Penny Mordaunt, et son homologue thaïlandais, Jurin Laksanawisit. La rencontre – prélude à la signature d'un accord de libre-échange – s'est clôturée avec la signature d'une déclaration commune fixant un programme de travail à horizon 12-18 mois. En marge de cette rencontre, les ministres du numérique ont signé une lettre d'intention destinée à renforcer leur coopération.

4 Meta perd son procès en appel contre l'autorité de concurrence britannique dans l'acquisition de Giphy

Dans une [décision](#) du 14 juin, le *Competition Appeal Tribunal* (tribunal d'appel statuant sur les décisions de l'autorité de concurrence) a rejeté l'essentiel de l'appel de l'entreprise *Meta* contre la décision de l'autorité de concurrence britannique concernant l'acquisition de l'entreprise *Giphy*. *Meta* avait annoncé son intention de racheter *Giphy* (principal fournisseur de GIF gratuits) en mai 2020, mais la *Competition Market Authority* (autorité de la concurrence britannique) avait demandé à l'entreprise de renoncer à cette acquisition (d'un montant de [315 M\\$](#)) en raison d'un risque de domination sur le marché de la publicité en ligne (combinaison de l'important pouvoir de marché de *Meta* dans la publicité et les réseaux sociaux avec la position de *Giphy* comme principal fournisseur de GIF au Royaume-Uni). Le tribunal a estimé que cette opération pouvait effectivement nuire à la concurrence, mais a donné raison à *Meta* sur un point : il a estimé que la *CMA* savait que le concurrent de *Meta*, *Snap* (application de partage de photos/vidéos), avait envisagé d'acheter *Giphy* avant finalement d'acheter son rival, *Gfycat*, en août de l'année dernière. Le tribunal estime qu'en vertu de l'[obligation](#) qui lui incombe de consulter les entreprises concurrentes potentiellement impactées par une opération d'acquisition, la *CMA* aurait dû consulter *Meta* lors de l'achat de *Gfycat* par *Snap*. En ne respectant pas cette obligation, l'autorité de régulation aurait privé *Meta* d'une information pertinente dans son argumentation en faveur de l'acquisition de *Giphy*. Le tribunal pourrait ainsi contraindre la *CMA* à revoir la justification de sa décision.

5 Le retard de mise en place de la Digital Market Unit inquiète l'ancien directeur général de l'autorité de concurrence britannique, mais sa remplaçante annonce qu'elle n'attendra pas pour agir

Dans l'attente d'une législation conférant un cadre officiel à son action ([repoussée a minima d'un an](#)), la *Digital Markets Unit* - nouvelle entité dédiée à la régulation des grandes plateformes du numérique au sein de la *Competition Market Authority* – ne dispose pas de pouvoir d'action spécifique. Cette situation [inquiète](#) son ancien directeur général, Andrea Coscelli, pour qui le Royaume-Uni prend trop de retard sur l'Union européenne dont le [Digital Markets Act](#) devrait entrer en vigueur dès [octobre 2022](#). De son côté, la nouvelle directrice générale par intérim de la *CMA*, [Sarah Cardell](#), précise que l'absence de législation n'empêchera pas

l'autorité de prendre des mesures [« immédiates et ciblées »](#), en s'appuyant sur ses pouvoirs actuels.

6 Questionnements sur la capacité du ministère en charge du numérique à mettre en œuvre les ambitions du gouvernement

Le secteur numérique sera crucial dans les années à venir pour la productivité et l'attractivité du Royaume-Uni, avec une croissance de [41,5 Md£ d'ici 2025, selon le gouvernement](#). Mais pour [certains observateurs](#), le *Department of Culture, Media and Sport*, ministère de tutelle du numérique, serait sous-équipé pour son rôle : il s'agit du plus petit ministère du gouvernement et le Ministre ne disposerait pas d'un poids politique suffisant pour pousser ses priorités. Ils estiment qu'un transfert des sujets numériques vers le *Business Department* (ministère en charge des entreprises) ou le *Department for International Trade* (ministère responsable du commerce international) pourrait permettre de leur donner plus de poids.

📡 Télécommunications et réseaux

1 Pour l'instant, le Royaume-Uni ne compte pas s'aligner sur la future réglementation européenne généralisant le chargeur universel

Un porte-parole du gouvernement a [annoncé](#) que le pays ne s'alignerait pas sur la [future directive européenne](#), qui généralisera le câble USB-C à l'ensemble des chargeurs commercialisés dans le marché intérieur. Ainsi, à partir de 2024, le pays pourrait se trouver dans une situation où les chargeurs « *Lightning* » (commercialisés par *Apple*) seraient interdits à la vente en Irlande du Nord mais toujours commercialisés dans le reste du Royaume-Uni. Afin d'éviter cette situation, *Apple* pourrait mettre en conformité ses smartphones commercialisés au Royaume-Uni avec les règles européennes ou bien fournir à l'Irlande du Nord des téléphones provenant de l'UE.

2 Le gouvernement et les opérateurs téléphoniques britanniques s'accordent pour soutenir le pouvoir d'achat face à l'inflation

Alors que l'inflation ne cesse d'accélérer au Royaume-Uni ([9,1% en mai](#) en rythme annuel, après 9,0% le mois précédent), le gouvernement a trouvé un accord avec les opérateurs téléphoniques afin de soutenir le pouvoir d'achat des ménages. Ces [mesures](#) permettront aux clients ayant des difficultés à payer leurs factures de passer à des forfaits moins chers, sans frais ni pénalités, ou encore de mettre en place des plans d'échelonnement de paiement.

Données et intelligence artificielle

1 Le Royaume-Uni et la Corée du Sud signent un premier accord de principe sur l'adéquation du niveau de protection des données personnelles offert par leurs cadres réglementaires

La ministre britannique en charge des données, Julia Lopez, et son homologue sud-coréen, Dr. Jong In Yoon, ont [annoncé](#) la signature d'un [accord de principe](#) (déclaration présentant les grandes lignes de l'accord formel en cours de négociation) actant la reconnaissance mutuelle du haut niveau de protection des données personnelles de leurs réglementations respectives. Le futur accord permettra aux entreprises des deux pays de transférer les données personnelles de leurs utilisateurs sans avoir recours à des clauses contractuelles. Selon le gouvernement, le commerce dépendant des données entre les deux pays s'élève aujourd'hui à 1,3 Md£ et comprend de gros acteurs tels que *Samsung*, *LG Electronics* et *AstraZeneca*. Il s'agit du premier accord de principe portant sur l'adéquation des données signé par le Royaume-Uni depuis sa sortie de l'Union européenne.

2 Le gouvernement publie sa réponse à la consultation « *Data : a new direction* »

Le gouvernement a publié le 17 juin sa [réponse](#) à la consultation « *Data : a new direction* », destinée à réformer le cadre réglementaire applicable aux données personnelles et tirer ainsi profit de la « *data dividend* » du Brexit. Ce document trace les contours du futur *Data Reform Bill*; le gouvernement entend ainsi :

- Réduire les charges qui pèsent sur les entreprises : le projet de loi modifiera le RGPD britannique (UK GDPR) en supprimant l'obligation pour certaines organisations - comme les petites entreprises -, lorsque le risque de traitement frauduleux des données est faible, de désigner un délégué à la protection des données (article 37 du RGPD européen) et de conduire des analyses d'impact (article 35 RGPD européen). Les organisations seront toujours tenues d'avoir un programme de gestion de la vie privée, mais elles disposeront d'une plus grande souplesse dans la façon de respecter ces normes. Cela permettrait aux entreprises, selon le gouvernement, d'économiser environ 1 Md£ sur dix ans.
- Protéger les consommateurs contre les appels malveillants et les cookies inutiles : le nouveau projet de loi modifiera la *Privacy and Electronic Communications Regulations* (loi fixant le régime applicable aux « cookies »), en augmentant les amendes pour les auteurs d'appels et textos malveillants, passant ainsi de 500 000 £ à 4 % du chiffre d'affaires mondial ou 17,5 M£. Le gouvernement entend également modifier la procédure de recueil du consentement pour les cookies (*opt-out*), afin que les utilisateurs puissent définir une approche globale de collecte de leurs données, par exemple via les paramètres du navigateur internet.
- Moderniser l'*Information Commissioner's Office* (régulateur des données britannique, équivalent de la CNIL) : le gouvernement entend élargir la responsabilité juridique du

régulateur - qui repose aujourd'hui seulement sur l'*Information Commissioner* - à un président, un directeur général et un conseil d'administration. Les objectifs stratégiques du régulateur seront inscrits dans la loi et consacreront un équilibre entre la protection des utilisateurs et l'innovation.

- Permettre l'utilisation innovante des données : le gouvernement souhaite simplifier les exigences juridiques relatives à l'utilisation des données dans la recherche.
- Renforcer le commerce international : le gouvernement compte conclure de [nouveaux partenariats](#) en matière de données afin d'améliorer les transferts internationaux. Il travaille aussi sur des accords d'adéquation avec des pays prioritaires tels que les Etats-Unis, l'Australie et Singapour.

3 Le gouvernement publie sa réponse à la consultation « *Artificial Intelligence and Intellectual Property : copyright and patents* »

Le gouvernement a publié sa [réponse](#) à la consultation sur la façon dont devrait être traitée l'intelligence artificielle (IA) dans les systèmes de brevets et de droits d'auteur. Ses conclusions sont les suivantes :

- La législation actuelle sur la paternité des brevets est suffisante pour protéger les inventions assistées par l'IA.
- Le gouvernement cherchera à faire avancer les discussions internationales sur l'harmonisation des règles relatives à la paternité des inventions assistées par l'IA.
- Le gouvernement sera attentif à ne pas créer d'obstacles à l'innovation et à l'investissement dans l'IA.

Cyber-sécurité

1 Les réseaux sociaux de l'armée britannique ont été visés par une cyber-attaque

L'armée britannique a [confirmé](#) que ses comptes *Twitter* et *YouTube* avaient été piratés (changement de nom du compte et de la description, publications de tweets sur les NFT et d'une interview d'Elon Musk). Une enquête interne est en cours afin d'identifier les auteurs et causes de l'attaque.

2 Le gouvernement a publié un appel à contributions sur la nécessité d'un renforcement de la protection des utilisateurs d'*app-stores*

Le *National Cyber Security Centre* (agence nationale en charge de la cyber-sécurité) a publié un [rapport](#) pointant le risque des applications malveillantes des *app stores* pour les consommateurs. Le gouvernement [réfléchit](#) ainsi à la mise en place d'un code de conduite définissant des exigences en matière de sécurité et de confidentialité. Ce code - qui serait une

première dans le monde - concernerait l'ensemble des développeurs et opérateurs mettant des applications à la disposition des utilisateurs britanniques. Il obligerait notamment les *app stores* à mettre en place un processus de signalement des vulnérabilités pour chaque application. L'administration analyse les retours des acteurs du secteur et devrait publier sa réponse prochainement.

3 Lancement par le gouvernement d'un fonds de 15 M£ destiné à soutenir les pays du *Commonwealth* face à la croissance des cyber-attaques

Lors d'un déplacement au Rwanda le 24 juin, la ministre des affaires étrangères britannique, Elizabeth Truss, a annoncé le lancement de ce [fonds](#) prévu pour durer trois ans. Il a pour objectif de renforcer la résilience de ces pays face aux menaces croissantes qui pèsent sur eux, alors que 87 % d'entre eux ont été victimes d'une tentative d'exploitation malveillante. Cette annonce fait suite à [l'augmentation des cyber-attaques](#) depuis le début de la guerre en Ukraine.

Ecosystème tech

1 L'investissement en capital-risque dans les start-ups britanniques atteint des niveaux records au Q1 2022

L'investissement en capital-risque dans les start-ups britanniques a atteint un record de [11,3 Md\\$](#) au premier trimestre 2022, contre 7,9 Md\$ au premier trimestre 2021. Ces chiffres placeraient le Royaume-Uni au deuxième rang mondial pour les investissements dans les start-ups, après les Etats-Unis, mais, pour la première fois, devant l'Inde et la Chine.

2 [Rapport: The Global Startup Ecosystem Report 2022, Startup Genome, juin 2022](#)

Cette étude du think tank américain, [Startup Genome](#), analyse les caractéristiques des écosystèmes de startups à travers le monde. Selon ses données :

- Londres demeure le deuxième écosystème de startups au monde – ce, depuis 2020 - au même niveau que New-York et derrière la Silicon Valley: en 2021, la valeur d'entreprise des startups londoniennes ayant fait l'objet d'une introduction en bourse ou d'une acquisition a atteint le chiffre record de 88 Md\$.
- En 2021, les entreprises basées à Londres ont sécurisé 25,5 Md£ (33,3 Md\$) et 20 nouvelles licornes ont été créés.
- Cette même année, le montant des sorties a augmenté de 413 % par rapport à 2020, avec une augmentation de 55 % des sorties supérieures à 50 M\$.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 27 mai et 4 juillet 2022 :

- [Shop Circle](#), App-store (plate-forme de vente de logiciels de commerce électronique), [Série A, 65 M\\$](#)
- [Speechmatics](#), AI (plate-forme de reconnaissance vocale), [Série B, 62 M\\$](#)
- [Proximie](#), HealthTech (plate-forme de mise en relation de chirurgiens), [Série C, 80 M\\$](#)
- [Cleo](#), FinTech (chatbot de gestion financière basé sur l'IA), [Série C, 80 M\\$](#)
- [Entrepreneur First](#), FinTech (plate-forme de mise en relation d'entrepreneurs), [Série C, 158 M\\$](#)
- [Playter](#), FinTech (plate-forme qui aide les PME à se développer), [Funding Round, 55 M\\$](#)
- [Newcleo](#), EnergyTech (construction de réacteurs nucléaires), [Venture Round, 300 M€](#)
- [Ocado](#), Marketplace (plate-forme de supermarché en ligne), [Funding Round, 578 M£](#)
- [SumUp](#), FinTech (plate-forme de paiements en ligne), [Venture Round, 590 M€](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international